

ALPES CONTRÔLES

Construction & Exploitation

Agence de Toulouse
LE ZODIAQUE
1 Passage de l'Europe - ZAC du Canal
31400 TOULOUSE
Tel 05 61 73 25 56
toulouse@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 20221214

| | |
|--|---------------------------|
| Mission(s) HAND, LE, LP (L*+P1), SEI (*) | |
| Nos références 310C225U ¹ (310-C-2022-0061) | Date 25/01/2023 |

REHABILITATION D'UN BATIMENT EXISTANT EN MAISON DES ASSISTANTES MATERNELLES

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°1



| | | | |
|--------------|-----------------------|-------------------------|--------------------|
| Envoi | COMMUNE DE GRATENTOUR | Maître d'ouvrage | sg@gratentour.fr |
| Copie | AVELLANA Michel | Architecte | m.avellana@free.fr |

Auteur(s): Le chargé d'affaire, Florian PERRAUD - Le vérificateur des installations électriques, Florian ROUGEMAILLE

Le chargé d'affaire,
Florian PERRAUD



ACCREDITATION
N° 3-019
Liste des sites et portées
disponibles sur
www.cofrac.fr

Seules certaines prestations d'inspection rapportées
dans ce document sont couvertes par l'accréditation.
Elles sont identifiées par le symbole *.

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| I - OBJET DU RAPPORT..... | 3 |
| II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES..... | 3 |
| III - AUTEURS DU RAPPORT..... | 3 |
| IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX..... | 3 |
| IV.1 - Désignation des intervenants..... | 3 |
| IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération..... | 3 |
| IV.3 - Montant prévisionnel des travaux..... | 4 |
| IV.4 - Calendrier des travaux..... | 4 |
| V - DOCUMENTS EXAMINES..... | 5 |
| VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT..... | 7 |
| VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES..... | 9 |
| VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS..... | 10 |
| VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)..... | 11 |
| VIII.2 - Solidité des existants..... | 14 |
| VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant..... | 16 |
| VIII.4 - Classement et référentiel..... | 23 |
| VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)..... | 24 |
| VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)..... | 27 |

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°310-C-2022-0061 et qui sont détaillées ci après :

- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- LP - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables (L*+P1)
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Florian PERRAUD
Le vérificateur des installations électriques, Florian ROUGEMAILLE

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage
COMMUNE DE GRATENTOUR
MAIRIE
1 RUE CAYSSIALS
31150 GRATENTOUR

Architecte
AVELLANA Michel
1d Chemin de la Marque
31790 Saint Jory

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Réhabilitation d'une maison d'habitation en simple rez de chaussée en une maison pour assistantes maternelles

Adresse de l'opération :
4 rue de Maurys
31150 GRATENTOUR

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

Indéterminé

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : Non communiqué

Durée prévisionnelle des travaux : 8 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- 1
Plan situation cadastre
- 2
Plan masse EDL
- 3
Plan EDL
- 4
Façades EDL Sud et Est
- 5
Façades EDL Nord et Ouest
- 6
Coupes EDL et Projet
- 7
Plan masse Projet
- 8
Plan Projet
- 9
Façades Projet Sud et Est
- 10
Façades Projet Nord et Ouest
- 11a
Plan Travaux désamiantage
- 11b
Plan Travaux GO
- 12
Plan Plâtrerie - Isolation
- 13
Façades Travaux Sud et Est
- 14
Façades Travaux Nord et Ouest
- 15
Plan assainissement
- 16
Plan réseau sanitaire
- 17
Plan électricité
- 18
Plan VMC
- 19
Plan CVC

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Maître d'ouvrage - COMMUNE DE GRATENTOUR

- Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
- * Le retour de la Commission de Sécurité devra nous être communiqué pour prise en compte d'éventuelles remarques.
- * Déclaration du Maître d'ouvrage :
-3 assistantes maternelles avec 4 enfants chacune :
déclaration du Maître d'Ouvrage à nous communiquer.
- * La puissance de la cuisine est prévue inférieure à 19KW : fiche technique et certificat CE à nous communiquer pour valider la puissance du local.
- * Téléphone urbain fonctionnant sur coupure d'électricité non décriés (hors marché)

Lot 1 - Démolitions - Gros Oeuvre - VRD

- * Réalisation d'un puisard sur la parcelle : le géotechnicien devra définir la possibilité de réalisation d'un puisard avec infiltration d'eau du terrain.
Le puisard devra être le plus éloigné possible des fondations du bâtiment.
- * Une étude géotechnique devra valider la possibilité de réalisation d'un dallage ainsi que la définition de la plateforme support avec les caractéristique mécanique à obtenir.
Dans le cas contraire, le Maître d'Ouvrage valider le principe d'avoir des tassement différentiel au niveau du dallage.
- * L'épaisseur du dallage ne pourra être de 12cm. Comme indiquée celle-ci devra être conforme au DTU13.3 et avoir une épaisseur minimale de 13cm.
- * Création d'ouverture ou agrandissement : plan des linteaux avec principe de reprise à nous communiquer en exécution pour avis.
- * Longrine de reprise en sous-cœuvre : un plan avec note de calcul justificative devra nous être communiqué pour avis. Il conviendra de préciser également le report de charge sur les fondations.
- * Saignée dans dalle existante pour passage réseau EU-EV : un plan de repérage avec justification de la tenu de la dalle existante à nous communiquer. Un sondage devra être réalisé pour connaitre les caractéristiques de la dalle existante.
- * Création des seuils des baies : une coupe de détail devra nous être communiquée pour validation de l'accessibilité PMR ainsi que la garde à l'eau vis à vis de l'extérieur. Il conviendra de préciser les niveaux brut intérieur et extérieur ainsi que la barrière d'étanchéité.
- Il est prévu une reprise en sous œuvre des fondations existantes. Une étude géotechnique devra être réalisée pour définition du niveau d'assise des fondations existantes ainsi que le principe de confortement de celle-ci.

Lot 6 - Courants forts - Courants faibles

- * Les prises de courant doivent être situées à une hauteur comprise entre 1,20 et 1.30 mètres au-dessus du sol dans les locaux destinés aux enfants en bas âge.

Lot 3 - Menuiseries extérieures aluminium - PVC

- * L'entreprise devra nous communiquer les plans d'exécution avec dossier technique comprenant les éléments suivants :
 - plan de repérage
 - carnet de détail des menuiseries
 - certificat des joints
 - principe de fixation à la maçonnerie existante
- Il conviendra de prévoir une signalisation de l'ensemble des vitrages à une hauteur de 1.10m et 1.60m.

Lot 5 - Menuiseries intérieures bois

- * Le bloc porte de la cuisine devra avoir une largeur de passage libre de 0.90m

Lot 6 - Electricité

- Une note de calcul d'éclairage devra nous être communiquée pour validation.
- * Alarme de type 4 : nous rappelons que celle-ci devra être audible en tout de l'établissement.

Lot 7 - Chauffage - Climatisation

- * Les réseaux d'évacuation des condensats des climatiseurs devront être reliés aux réseaux EU. En aucun cas il ne pourront être reliés au réseau EP.
- * Nous préciser le type de fluide frigorigène utilisé dans le bâtiment : il est précisé dans le CCTP du R32 et du R410A.
- * Il conviendra de nous communiquer le taux de concentration de gaz par local.
- * Le groupe de VMC devra être métallique. Les réseaux devront justifier une réaction au feu M0

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Arrêté de permis de construire

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Solidité des existants
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

| | |
|-----------|---|
| AF | AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération. |
| AS | AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part. |
| AD | AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu. |
| SO | SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée. |
| PM | POUR MEMOIRE |
| HM | HORS MISSION |

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

| Réf | Exigences réglementaires | Avis | Observations |
|-----|--|------|---|
| | <p>CONTEXTE GEOTECHNIQUE</p> <p>Contexte géotechnique</p> <p>Hydrogéologie</p> | PM | Réalisation d'un puisard sur la parcelle : le géotechnicien devra définir la possibilité de réalisation d'un puisard avec infiltration d'eau du terrain. Le puisard devra être le plus éloigné possible des fondations du bâtiment. |
| | <p>DALLAGES</p> <p>Principe constructif général</p> <p>Dispositions particulières</p> <p>Plateforme support du dallage</p> | AS | Une étude géotechnique devra valider la possibilité de réalisation d'un dallage ainsi que la définition de la plateforme support avec les caractéristique mécanique à obtenir. Dans le cas contraire, le Maître d'Ouvrage valider le principe d'avoir des tassement différentiel au niveau du dallage. |
| | <p>Corps de dallage</p> <p>- Epaisseur du dallage</p> | AS | L'épaisseur du dallage ne pourra être de 12cm. Comme indiquée celle-ci devra être conforme au DTU13.3 et avoir une épaisseur minimale de 13cm. |
| | <p>SUPERSTRUCTURE / INFRASTRUCTURE EN BETON ET MACONNERIE</p> <p>Dispositions particulières</p> <p>Eléments porteurs verticaux</p> <p>Murs et Voiles</p> <p>Ouvrages demandant des justifications particulières</p> | AF | Rebouchage des ouvertures avec briques de 20cm d'épaisseur et enduit ciment. |
| | <p>Eléments porteurs horizontaux</p> | AS | Création d'ouverture ou agrandissement : plan des linteaux avec principe de reprise à nous communiquer en exécution pour avis. |
| | | AS | Longrine de reprise en sous-œuvre : un plan avec note de calcul justificative devra nous être communiqué pour avis. Il conviendra de préciser également le report de charge sur les fondations. |
| | | AS | Saignée dans dalle existante pour passage réseau EU-EV : un plan de repérage avec justification de la tenu de la dalle existante à nous communiquer. Un sondage devra être réalisé pour connaitre les caractéristiques de la dalle existante. |
| | <p>MENUISERIE - FAÇADE VITRÉE - VITRAGE</p> <p>MENUISERIES EXTERIEURES</p> <p>Principe constructif général</p> <p>Remplissages</p> <p>Dispositions constructives particulières</p> | AF | Vitrage des baies vitrées : 44.2/EA/44.2 |
| | | AS | Création des seuils des baies : une coupe de détail devra nous être communiquée pour validation de l'accessibilité PMR ainsi que la garde à l'eau vis à vis de l'extérieur. Il conviendra de préciser les niveaux brut intérieur et extérieur ainsi que la barrière d'étanchéité. |

| Réf | Exigences réglementaires | Avis | Observations |
|-----|--|------|--|
| | Dimensions des châssis | AS | L'entreprise devra nous communiquer les plans d'exécution avec dossier technique comprenant les éléments suivants : -plan de repérage -carnet de détail des menuiseries -certificat des joints -principe de fixation à la maçonnerie existante |
| | Portes palières | AF | Porte tiercée avec vantail de 90cm et double vitrage 44.2 ou SP10 |
| | PARTITIONS | | |
| | CLOISONS | | |
| | Dispositions particulières | | |
| | Résistance au choc | AF | Cloison séparative 98/62. |
| | DOUBLAGES | | |
| | Principe constructif général | | |
| | Dispositions particulières | | |
| | Résistance au choc | AF | doublage placostil 100+18 |
| | EQUIPEMENT DE GENIE CLIMATIQUE ET INSTALLATIONS DE FLUIDES / LEVAGE | | |
| | Installations de chauffage | AS | Les réseaux d'évacuation des condensats des climatiseurs devront être reliés aux réseaux EU. En aucun cas il ne pourront être reliés au réseau EP. |

VIII.2 - Solidité des existants

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

| Réf | Exigences réglementaires | Avis | Observations |
|-----|--|---------------------|--|
| | <p>MISSION RELATIVE A LA COMPATIBILITE DES OUVRAGES EXISTANTS AVEC LES TRAVAUX NEUFS ENVISAGES</p> <p>Renseignements sur les existants</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plans de récolement - Existence d'un diagnostic du bâtiment, avec analyse des fondations et structures dans le cas de modification des hypothèses de charge initiale. <p>Ouvrages de structure</p> <ul style="list-style-type: none"> - Compatibilité des ouvrages avec les surcharges apportées aux : - Fondations | <p>PM</p> <p>AS</p> | <p>Mission LE</p> <p>Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.</p> <p>Il est prévu une reprise en sous œuvre des fondations existantes. Une étude géotechnique devra être réalisée pour définition du niveau d'assise des fondations existantes ainsi que le principe de confortement de celle-ci.</p> |

VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

o Code de la construction et de l'habitation - articles L161-1 à L164-3, R164-1 à R164-5

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation.

o Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,

o Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation,

o Arrêt du conseil d'état n°295382 et n°298315 du 21 juillet 2009.

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables

o Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-3 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

o Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugent pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

| Réf | Exigences réglementaires | Avis | Observations |
|-----------------|--|------|--|
| | <p>Code de la construction et de l'habitation</p> <p>Livre I, Titre VI, Chapitre IV - Etablissements recevant du public existants</p> | PM | |
| R164-1-1 | Domaine d'application du présent chapitre | PM | Applicable aux ERP existants ou créés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes |
| R164-1-II & III | Dispositions applicables ou solutions équivalentes | PM | Arrêté du 08/12/14 modifié –voir articles ci-dessous |
| R-164-2-IV | Application particulière : Réseaux souterrains de transports ferroviaires et de transports guidés | PM | Concerner le Maître d'ouvrage |
| R-164-3-III | Modalités de dépôt et justifications à produire | HM | Selon arrêté à paraître |
| Art. R164-4 | I- Conditions techniques d'application des articles R164-1 à R164-3 définies par arrêté | PM | Voir Arrêté du 08/12/14 modifié |
| | II- Caractéristiques spécifiques pour certains établissements (Enceintes sportives ; Etablissements avec prestation visuelle ou sonore) | PM | Arrêtés non parus |
| Art. R164-5 | Règles particulières à certains établissements (Etablissements pénitentiaires ; militaires ; Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; Etablissements flottants) | PM | Etablissements pénitentiaires : Arrêté du 29/12/2016 Autres établissements : Arrêté non paru |
| | <p>Arrête du 08/12/2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du Code de la construction et de l'habitation.</p> | | |
| Art. 1 | <p>Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19</p> <p>Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en oeuvre</p> <p>Conditions de dépôt et d'obtention d'une solution d'effet équivalent</p> <p>Dispositions des articles 5 à 19 concernant : - les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour - les espace de manoeuvre de porte - les espace d'usage des équipements - la distance minimale entre la poignée de porte et l'angle rentrant</p> <p>Ne s'appliquent pas dans les étages et niveaux non accessibles aux fauteuils roulants</p> | PM | |
| | | PM | A la charge du MOA |
| | | SO | Etablissement à simple rez de chaussée |
| Art. 2 | <p>Dispositions relatives aux cheminements extérieurs</p> <p>I. - Usages attendus</p> <p>- cheminement usuel accessible depuis l'accès au terrain à une entrée principale de tout bâtiment</p> <p>- entrée dissociée en cas d'impossibilité avec signalisation et ouverture pour tous (aux heures d'ouverture public)</p> <p>- place PMR à proximité de l'entrée si le cheminement depuis l'accès au terrain n'est pas possible</p> <p>II. - Caractéristiques minimales</p> <p>1° Repérage et guidage</p> <p>- signalisation adaptée dès l'entrée du terrain et là où un choix d'itinéraire est donné</p> <p>- revêtement du cheminement présentant un contraste visuel et tactile pour le cheminement ou mise en place d'un repère continu tactile et visuellement contrasté Si usage de bandes de guidages Conformes à l'annexe 6 (nervures en relief, largeur suffisante, contraste visuel, non glissante, non déformable, sans gêne pour PMR) ou application de la norme NF P 98-352 :2015</p> <p>2° Caractéristiques dimensionnelles :</p> | | |
| | | HM | Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. |
| | | AF | Notre avis se limite au cheminement entre la terrasse et la porte d'entrée. |
| | | AF | |

| Réf | Exigences réglementaires | Avis | Observations |
|--------|--|------|--|
| | Repérage de l'entrée principale (architecture, matériaux ou contrastes) | AF | |
| Art. 5 | Dispositions relatives à l'accueil du public | SO | |
| Art. 6 | Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales | | |
| | I. - Usage attendu | | |
| | Repérage et accessibilité des circulations intérieures horizontales | AF | |
| | Accès à l'ensemble des locaux ouverts au public et possibilité de ressortir de manière autonome. | AF | |
| | II. - Caractéristiques minimales | | |
| | 1° Caractéristiques dimensionnelles : | | |
| | a) Profil en long | | |
| | Pente ≤ 6% (exceptionnellement jusqu'à 10% sur une longueur de 2m et jusqu'à 12% sur une longueur de 0,50m) | AF | |
| | Palier de repos (1,20 m x 1,40 m) en haut et en bas de chaque plan incliné et tous les 10 mètres si pente ≥ 5% | SO | |
| | Ressaut maxi de 2cm (porté à 4cm sous condition) Ressauts interdits en haut et bas de plan incliné | SO | |
| | Distance minimale entre deux ressauts successifs de 2,50m | SO | |
| | Pente comportant plusieurs ressauts successifs interdit | PM | |
| | b) Profil en travers | | |
| | Largeur minimale 1,20m (allées structurantes) | AF | |
| | Rétrécissement ponctuel entre 0,90m et 1,20m | AF | |
| | Dévers ≤ 3% | AF | |
| | d) Espaces de manoeuvre et d'usage pour les personnes circulant en fauteuil roulant | | |
| | Espace de manoeuvre de porte de part et d'autre de chaque porte ou portillon (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) à l'exception des portes automatiques coulissants fonctionnant sur détection de présence et de ceux ouvrant uniquement sur un escalier et des portes des sanitaires, douches et cabines non adaptés | AF | |
| | Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement autre qu'électrique | AF | |
| | 2° Sécurité d'usage | | |
| | Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue | AF | |
| | Trous et fente de dimension inférieure à 2cm | AF | |
| | Cheminement libre de tout obstacle (passage libre de 2,20m, contraste visuel...). | AF | |
| | En cas de travaux sur cheminement accessible Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,40m si distance inférieure à 0,90m du cheminement | | |
| | Repérage des parois vitrées | AS | Il conviendra de prévoir une signalisation de l'ensemble des vitrages à une hauteur de 1.10m et 1.60m. |
| | Escalier de 3 marches ou plus : respect de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage | SO | |
| | Escalier de moins de 3 marches : respect de la sécurité d'usage visée au 2° de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage | SO | |
| Art. 7 | Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales | SO | |
| Art.8 | Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers mécaniques et plans inclinés | SO | |
| Art.9 | Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes | | |

| Réf | Exigences réglementaires | Avis | Observations |
|--|--|------|--|
| Art.10 | I. - Usage attendu | | |
| | Revêtements de sol sûrs et permettant une circulation aisée | AF | |
| | Absence de gêne visuelle ou sonore | AF | |
| | II. - Caractéristiques minimales | | |
| | Tapis compatibles avec la circulation de fauteuils roulants et sans ressaut de plus de 2 cm | SO | |
| | Respect des exigences réglementaires concernant les temps de réverbération et les surfaces équivalentes de matériaux absorbants (établissements d'enseignement, établissements de santé, hôtels) | SO | |
| | En l'absence d'autres prescriptions réglementaires, aire d'absorption équivalente d'au moins 25% de la surface au sol pour les espaces réservés à l'accueil et à l'attente du public, les salles de restauration | AF | |
| | Dispositions relatives aux portes, portiques et sas | | |
| | I. - Usage attendu | | |
| | Repérage des portes vitrées | AS | Il conviendra de prévoir une signalisation de l'ensemble des vitrages à une hauteur de 1.10m et 1.60m. |
| | Toutes portes manoeuvrables | AF | |
| | II. - Caractéristiques minimales | | |
| | 1° Caractéristiques dimensionnelles | | |
| | Largeur passage utile minimal de 1,20m pour desserte à partir de 100 personnes. | AF | |
| Vantail principal de 0,80m en cas de doubles vantaux (0,77 en largeur utile) | AF | | |
| Largeur minimale de 0,80m pour locaux recevant moins de 100 personnes. (0,77 en largeur utile) | AF | | |
| Largeur utile minimale des portiques de sécurité de 0,77m | SO | | |
| Espaces de manoeuvre des portes (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) autres que celles ouvrant sur un escalier et des sanitaires, douches et des cabines d'essayage ou de déshabillage non adapté | AF | | |
| Espace de manoeuvre des portes de sas (espace rectangulaire de 1,20m x 1,70m en poussant et de 1,20m x 2,20m en tirant) hors du débattement de porte non manoeuvrée | SO | | |
| 2° Atteinte et usage | | | |
| Poignées de portes préhensibles et manoeuvrables « en position debout comme assis » | AF | | |
| Temps d'ouverture automatique adapté et détection de personnes de toutes tailles | SO | | |
| Système d'ouverture électrique avec signal sonore et lumineux | SO | | |
| Effort nécessaire pour l'ouverture ≤ 50N | AF | | |
| Portes avec dispositifs liés à la sécurité et la sûreté de l'établissement : possibilité de signalement à l'accueil et accès par portes adaptées | SO | | |
| 3° Sécurité d'usage | | | |
| En cas de travaux ou renouvellement, contraste visuel des portes ou encadrement ainsi que poignées par rapport à l'environnement | SO | | |
| Repérage des portes vitrées | PM | | |
| Art. 11 | Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande. | | |
| | I. - Usage attendu | | |
| | Présence d'au moins un équipement électrique adapté en cas d'équipements groupés. | PM | |
| | Présence d'au moins un équipement autre qu'électrique adapté en cas d'équipements groupés. | PM | |

| Réf | Exigences réglementaires | Avis | Observations |
|---------|---|------|---|
| | II. - Caractéristiques minimales | | |
| | 1° Repérage | | |
| | Equipements et mobilier repérables par éclairage particulier ou contraste visuel | AF | |
| | Commandes électriques repérables par contraste visuel ou tactile | AF | |
| | Commandes de réglage chauffage /ventilation accessibles au public repérables par contraste visuel ou tactile | PM | |
| | Autres commandes manuelles repérables par contraste visuel ou tactile | SO | |
| | 2° Atteinte et usage des équipements | | |
| | Atteinte et usage des équipements électriques | | |
| | Présence d'un espace d'usage (0,80m x 1,30m) | AF | |
| | Utilisation en position debout comme assis | AF | |
| | Hauteur entre 0,90m et 1,30m pour les commandes manuelles et 40 cm obstacle | AF | |
| | Interrupteurs et boutons de commande (mis à disposition du public) à effleurement interdits | PM | |
| | Atteinte et usage des équipements de chauffage ventilation accessibles au public | SO | |
| | Atteinte et usage des autres équipements manuels | SO | |
| Art. 12 | Dispositions relatives aux sanitaires | HM | Absence de sanitaire accessible aux public sauf pour les enfants. |
| Art. 13 | Dispositions relatives aux sorties | | |
| | I. - Usage attendu | | |
| | Repérage, atteinte et utilisation des sorties correspondants à un usage normal | AF | |
| | II. - Caractéristiques minimales | | |
| | Sortie d'usage normal repérable directement soit par signalisation conforme annexe 3 | AF | |
| | Absence de confusion avec les sorties de secours | SO | |
| Art. 14 | Dispositions relatives à l'éclairage | | |
| | I. - Usage attendu | | |
| | Qualité d'éclairage (artificiel ou naturel) permettant absence de gêne visuelle et éclairage renforcé si risque de perte d'équilibre ou dispositifs d'accès ou signalétique | | |
| | II. - Caractéristiques minimales | | |
| | Valeurs d'éclairement moyen horizontal au sol : | | |
| | des cheminements extérieurs accessibles et parcs stationnement extérieurs : 20 lux, | SO | |
| | des postes d'accueil ou mobilier en faisant office : 200 lux, | AS | Une note de calcul d'éclairement devra nous être communiquée pour validation. |
| | des circulations intérieures horizontales : 100 lux, | AS | Une note de calcul d'éclairement devra nous être communiquée pour validation. |
| | des escaliers et équipements mobiles : 150 lux | SO | |
| | des circulations piétonnes des parcs de stationnement et tout autre point des parcs de stationnement : 20 lux. | SO | |
| | Autres dispositions : | | |
| | Extinction progressive en cas de temporisation | PM | |
| | Contraintes sur le fonctionnement de la détection de présence | PM | |
| | Absence d'éblouissement et de reflet sur signalétique | PM | |
| Art. 15 | Dispositions supplémentaires applicables à certains types d'établissement | PM | Article 16 à 19 |

| Réf | Exigences réglementaires | Avis | Observations |
|---------|---|------|--|
| Art 16 | Dispositions supplémentaires relatives aux établissements recevant du public assis | SO | |
| Art. 17 | Dispositions supplémentaires relatives aux établissements comportant des locaux d'hébergement | SO | Etablissements d'hébergements hôteliers, hôpitaux, internats, maisons de retraite... |
| Art. 18 | Dispositions supplémentaires relatives aux cabines et espaces à usage individuel | SO | |
| Art. 19 | Dispositions supplémentaires relatives aux caisses de paiement et aux dispositifs disposés en batterie ou en série | SO | |
| Art. 20 | Sous-titrage en français | SO | |
| Art. 21 | Abrogation de l'arrêté du 21/03/2007 | PM | |
| Art. 22 | Date d'application : 1er janvier 2015 | PM | |
| Art. 23 | Publication au journal officiel | PM | |

VIII.4 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

Description sommaire des installations :

- Installations électriques :
- Equipement d'alarme / SSI :
- Moyens d'extinction fixes :
- Ventilation :
- Chauffage :
- Stockage combustible :
- Désenfumage :
- Cuisson :
- Ascenseur :

Date d'application du référentiel réglementaire : 28/11/2022

Classement :

Détermination des effectifs théoriques du public : Déclaration du Maître d'Ouvrage

| | |
|-------------------------------|--------------|
| Effectif du public : | 12 personnes |
| Effectif du personnel : | 3 personnes |
| Effectif public + personnel : | 15 personnes |

5ème catégorie de type R

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

Retour de la Commission de Sécurité sur la demande d'autorisation de travaux non communiqué

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Règlement de sécurité approuvé par l'arrêté du 22 juin 1990 : dispositions particulières applicables aux ERP de 5ème catégorie.
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

Non communiquée

Autres prescriptions particulières :

Non communiquée

VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)

| Réf | Exigences réglementaires | Avis | Observations |
|-------|--|------|--|
| | Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public | | Arrêté du 25/06/1980 modifié par arrêté du 07/02/2022 et précédents. |
| | Section I - Classement des Etablissements | | |
| GN 1 | Classement des établissements. | AF | Etablissement de 5ème catégorie |
| GN 2 | Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux. | SO | |
| GN 3 | Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux. | SO | |
| | Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement | | |
| GN 4 | Procédure d'adaptation des règles de sécurité. | SO | A respecter par l'exploitant. |
| GN 5 | Etablissement comportant des locaux de types différents. | SO | |
| GN 6 | Utilisation exceptionnelle des locaux. | HM | |
| GN 7 | Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur. | SO | Etablissement à simple rez de chaussée avec évacuation directe sur l'extérieur. |
| GN 8 | Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation. | AF | |
| GN 9 | Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants. | SO | |
| GN 10 | Application du règlement aux établissements existants. | AF | |
| | Section III - Contrôle des Etablissements | | |
| GN 11 | Notification des décisions. | AS | Le retour de la Commission de Sécurité devra nous être communiqué pour prise en compte d'éventuelles remarques. |
| GN 12 | Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction. | PM | |
| | Section IV - Travaux | | |
| GN 13 | Travaux dangereux. | HM | A respecter par l'exploitant. |
| | Section V - Normalisation | | |
| GN 14 | Conformité aux normes - Essais de laboratoires. | PM | Arrêté du 22/06/1990 modifié par arrêté du 26/10/2011 et précédents |
| | Livre III Dispositions Applicables aux Etablissements de 5ème Catégorie | | |
| | Chapitre 1 - Dispositions Générales | | |
| PE 1 | Objet - Textes applicables | AF | Déclaration du Maître d'ouvrage : -3 assistantes maternelles avec 4 enfants chacune : déclaration du Maître d'Ouvrage à nous communiquer. |
| PE 2 | Etablissements assujettis | AF | |
| PE 3 | Calcul de l'effectif | AS | |
| PE 4 | Vérifications techniques | AF | |
| | Chapitre 2 - Règles Techniques | | |
| | Section I - Construction, Dégagements, Gains | | |
| PE 5 | Structures | AF | Structure à simple rez de chaussée |
| PE 6 | Isolement - Parc de stationnement | AF | Bâtiment tiers situé à plus de 5m. |
| PE 7 | Accès des secours | AF | |
| PE 8 | Enfouissement | SO | |
| PE 9 | Locaux présentant des risques particuliers | SO | Absence de locaux à risque particulier. |

| Réf | Exigences réglementaires | Avis | Observations |
|-------------------|---|-----------|--|
| PE 10A | A - Stockage et utilisation de récipients contenant des hydrocarbures | SO | |
| PE 10B §1 | B - Installations de gaz combustibles (Application règle habitation) | SO | |
| PE 10B §2 | B - Installations de gaz combustibles (application règle ERP) | SO | |
| PE 11 | Dégagements | | |
| PE11 §1 | Généralités | AF | |
| PE11 §2 | Portes | AS | Le bloc porte de la cuisine devra avoir une largeur de passage libre de 0.90m |
| PE11 §3 | Calcul des dégagements | AF | Effectif inférieur à 19 personnes : 1 issue de 1UP. |
| PE11 §4 | Communication avec les tiers | SO | |
| PE11 §5 | Prise en compte de l'effectif "personnel" | AF | |
| PE11 §6 | Escaliers enclouonnés | SO | |
| PE 12 | Conduits et gaines | SO | |
| | Section II - Aménagements Intérieurs | | |
| PE 13 §1 | Comportement au feu des matériaux | AF | |
| PE 13 §2 | Appareils fonctionnant à l'éthanol | SO | |
| | Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier | | |
| AM 1 | Généralités. Section I – Produits et Matériaux de Parois | PM | |
| AM 2 | Produits et matériaux de parois. | PM | |
| AM 3 | Parois des dégagements protégés. | SO | |
| AM 4 | Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux. | AF | Paroi en plaque de plâtre |
| AM 5 | Plafonds des dégagements non protégés et des locaux. | AF | |
| AM 6 | Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux. | SO | |
| AM 7 | Sols des dégagements non protégés et des locaux. | AF | |
| AM 8 | Produits d'isolation. | AF | |
| AM 9 - AM 10 | Section II - Eléments de Décoration | SO | |
| AM 11 - AM 14 | Section III - Tentures, Portières, Rideaux, Voilages, Cloisons coulissantes ou repliables | SO | |
| AM 15 - AM 20 | Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés | SO | |
| PE 14 - PE14§3 | Section III - Désenfumage | SO | |
| | Section IV - Installations d'appareils de Cuisson destinés à la restauration | | |
| PE 15 | Règles d'installation et dispositions générales | | |
| PE15 §1 | Application | | |
| PE15 §2 | Définition | PM | |
| PE 15 §3 | Règles générales d'installation | AF | |
| PE 15 §4 | Caractéristiques des appareils | PM | |
| PE 15 §5 | Fixation ou stabilité des appareils | PM | |
| PE 15 §6 | Dispositif d'arrêt d'urgence électrique | SO | |
| PE 15 §6 | Dispositif d'arrêt d'urgence combustible gazeux, liquide, vapeur. | SO | |
| PE 15 §7 | Combustible liquide | SO | |
| PE 16 | Grandes cuisines | SO | |
| PE 17 | Offices de remise en température | SO | |
| PE 18 | Ilots de cuisson installés dans les salles | SO | |
| PE 19 | Appareils installés dans les locaux accessibles ou non au public | AS | La puissance de la cuisine est prévue inférieure à 19KW : fiche technique et certificat CE à nous communiquer pour valider la puissance du local. |
| | Section V - Chauffage, Ventilation | | |

| Réf | Exigences réglementaires | Avis | Observations |
|-----------------|--|------|--|
| PE 20§1 | Généralités (Application PE21 à 23) | AS | Nous préciser le type de fluide frigorigène utilisé dans le bâtiment : il est précisé dans le CCTP du R32 et du R410A. |
| | | AS | Il conviendra de nous communiquer le taux de concentration de gaz par local. |
| PE 20§2 | Généralités (Application ERP 1er groupe) | PM | |
| PE 21 §1,2,4 | Installations d'appareils à combustion (Fonctionnant au gaz) | SO | |
| PE 21 §1,2,4 | Installations d'appareils à combustion (autres combustibles) | SO | |
| PE 21 §3 | Appareils à production - émission électriques | SO | |
| PE 21 §3 | Appareils à production - émission à combustion | SO | |
| PE 22 | Traitement d'air et ventilation | SO | |
| PE 23 | Installation de ventilation mécanique contrôlée | AS | Le groupe de VMC devra être métallique. Les réseaux devront justifier une réaction au feu M0 |
| | Section VI - Installations Electriques | | |
| PE 24 | Installations électriques, éclairage | PM | Cf Article R4215. |
| PE 25 - PE 25§6 | Section VII - Ascenseurs, Escaliers Mécaniques et Trottoirs Roulants | SO | |
| | Section VIII - Moyens de Secours | | |
| PE 26 | Moyens d'extinction | | |
| PE 26§1 | Extincteurs | HM | Non prévu dans le cadre du marché. |
| PE 26§2 | Colonnes sèches | SO | |
| PE 27 | Alarme, alerte, consignes | | |
| PE 27§1 | Présence du personnel | PM | |
| PE 27§2 | Alarme | AS | Alarme de type 4 : nous rappelons que celle-ci devra être audible en tout de l'établissement. |
| PE 27§3 | Téléphone | HM | Téléphone urbain fonctionnant sur coupure d'électricité non dégris (hors marché) |
| PE27§4 | Consignes | PM | |
| PE27§5 | Instruction du personnel | HM | A respecter par l'exploitant |
| PE27§6 | Affichage des plans | PM | |
| PE 28 - PE 37 | Chapitre 3 - Règles Complémentaires pour les Etablissements comportant des Locaux réservés au sommeil | SO | |
| PO 1 - PO 13 | Chapitre 4 - Règles Spécifiques aux Hôtels | SO | |
| PU 1 - PU 6 | Chapitre 5 - Règles Spécifiques aux Etablissements de soins | SO | |
| | Chapitre 6 - Règles Spécifiques aux Etablissements sportifs | SO | |

VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R4218-8, R4224-9, R4224-110, R4224-11, R4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

| Réf | Exigences réglementaires | Avis | Observations |
|-------------------------|---|------|---|
| NFP 01-012 - NFE 85-015 | Implantation et géométrie des garde-corps | SO | |
| | CODE DU TRAVAIL | | Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents. |
| | Livre II | | |
| | Titre I | | |
| | Chapitre IV | | |
| | SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL | | |
| | Section I Caractéristiques des bâtiments | | |
| R4214-5 | Les ouvrants en élévation ou en toiture | SO | |
| R4214-6 | Parois transparentes ou translucides | PM | |
| R4214-7 | Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13 | SO | |
| R4224-9 | Portes et portails en va-et-vient sont transparents ou possèdent des panneaux transparents | SO | |
| R4224-10 | Protection contre les heurts pour parties vitrées | AF | |
| R4224-11 | Système de sécurité sur portes et portails : coulissants les empêchant de sortir de leur rail et de tomber s'ouvrant vers le haut les empêchant de retomber | SO | |
| R4224-12 | Contrôle régulier des portes et portails | HM | |
| R4224-13 | Fonctionnement des portes et portails sans risque pour les travailleurs- application arrêté du 21/12/93 | SO | |
| R4214-8 | Dispositifs de sécurité des portes et des portails | SO | |
| | Section 2 Voies de circulation et accès | | |
| R4214-9 | Généralités implantation et dimension des voies de circulation, y compris escaliers et échelles fixes | HM | |
| R4214-10 | Sécurité d'utilisation des portes et dégagements piétons par rapport aux voies de circulation véhicules | HM | |
| R4214-11 | Marquage au sol des voies de circulation si nécessaire | HM | |
| R4214-12 | Portes pour piétons à proximité des portails destinés aux véhicules | HM | |
| R4214-13 | Domaine d'application des articles R4214-9 à R4214-12 | HM | |
| R4214-14 | Signalisation des zones de danger | HM | |
| R4214-15 | Dispositions générales relatives aux escaliers, trottoirs roulants, ascenseurs et monte-charge | SO | |
| R4214-16 | dispositifs d'arrêt d'urgence pour escaliers et trottoirs roulants | SO | |
| R4214-17 | Circulation et postes de travail à l'air libre | HM | |
| R4214-18 - R4214-21 | Section 3 : Quais et rampes de déchargement | SO | |
| R4214-22 à 25 | Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail | HM | |
| R4214-26 à 28 | Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés | HM | Voir mission spécifique |
| | Chapitre V | | |
| | INSTALLATIONS ELECTRIQUES | | Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010 |
| R4215-1 | Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion. | PM | |

| Réf | Exigences réglementaires | Avis | Observations |
|--|--|------|--|
| R4215-2 | Dossier Technique | PM | Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage. |
| R4215-3 | Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux. | AF | |
| R4215-4 | Protection contre les montées en potentiel des masses | AF | |
| R4215-5 | Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques. | AF | |
| R4215-6 | Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec. | AF | |
| R4215-7 | Dispositifs de sectionnement. | AF | |
| R4215-8 | Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion) | AF | Une coupure d'urgence générale est prévue dans l'entrée. Une coupure d'urgence ventilation est prévue dans l'entrée. |
| R4215-9 | Mise en oeuvre des canalisations électriques. | AF | |
| R4215-10 | Identification appareillage et circuits (dont conducteurs) | AF | |
| R4215-11 | Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension | AS | Les prises de courant doivent être situées à une hauteur comprise entre 1,20 et 1.30 mètres au-dessus du sol dans les locaux destinés aux enfants en bas âge. |
| R4215-12 | Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion. | SO | |
| R4215-13 | Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité) | SO | |
| R4215-14 | Conformité des installations électriques aux normes homologuées. | AF | Les travaux sont prévus conformes à la NFC 15-100. |
| R4215-15 | Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret. | AF | |
| R4215-16 | Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen. | AF | |
| R4215-17 | Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14) | AF | |
| CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation | | | |
| Section 1 Dispositions générales | | | |
| R4216-1 | Etablissements visés par la présente section | AF | |
| R4216-2 | Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation | AF | (Décret n°2011-1461 du 07/11/2011) |
| R4216-2.1 | Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée | SO | |
| R4216-2.2 | Caractéristiques des espaces équivalents | SO | |
| R4216-2.3 | Exemption des espaces d'attente sécurisés ou de locaux équivalents | AF | |
| R4216-3 | Isolement des Tiers | AF | |
| R4216-4 | Détermination de l'effectif | AF | |
| Section 2 Dégagements | | | |
| R4216-5 | Largeur des dégagements. | AF | |
| R4227-4 | Dispositions générales absence de cul de sac | AF | |
| R4227-6 | Manoeuvre des portes | AF | |
| R4227-7 | Portes coulissantes, à tambour et s'ouvrant vers le haut | SO | |
| R4227-8 | Ascenseurs, monte-charge, chemins et tapis roulants non comptabilisés dans les dégagements | SO | |
| R4227-9 | Conception escaliers | SO | |
| R4227-10 | Sécurité d'utilisation des escaliers | SO | |
| R4227-11 | Dissociation escaliers Etages / sous-sols | SO | |
| R4227-13 | Signalisation des issues | AF | |
| R4227-14 | Eclairage de sécurité | AF | |

| Réf | Exigences réglementaires | Avis | Observations |
|------------------------------|---|------|--|
| R4216-7 | Saillies et dépôts | SO | |
| R4216-8 | Nombre et largeur exigible des dégagements | AF | |
| R4216-9 | Dégagements des locaux situés en sous-sol. | SO | |
| R4216-10 | Locaux situés à plus de 6 m en dessous du niveau moyen des seuils d'évacuation | SO | |
| R4216-11 | Distances maximales des itinéraires de dégagements | AF | |
| R4216-12 | Dispositions relatives aux escaliers | SO | |
| R4216-13 - R4216-16 | Section 3 Désenfumage | SO | |
| R4216-17 - R4216-20 | Section 4 Chauffage des Locaux | SO | |
| R4216-21-1 - R4216-23 | Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables | SO | |
| R4216-24 - R4216-29 | Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol | SO | |
| | Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie | | |
| R4216-30 | Application des articles R4227-28 à R4227-41 | PM | |
| R4227-28 | Responsabilité employeur | PM | |
| R4227-29 | Extincteurs | HM | Hors marché de travaux |
| R4227-30 | RIA, colonne sèche, colonne humide, installation fixe d'extinction automatique, installation de détection automatique si nécessaire | SO | |
| R4227-31 | Accès et manipulation faciles | HM | |
| R4227-32 | Bac avec sable ou terre meuble selon nécessité | SO | |
| R4227-33 | Signalisation des moyens d'extinction | HM | |
| R4227-34 | Système d'alarme sonore si plus de 50 personnes ou établissements avec manipulation ou mise en oeuvre de matières inflammables (R4227-22) | SO | Pour mémoire, un système d'alarme adapté au handicap des personnes concernées employées dans l'entreprise est à prévoir Décret 2009-1272 du 21/10/09 |
| R4227-35 | Diffusion par bâtiment si les bâtiments sont isolés entre eux | SO | |
| R4227-36 | Caractéristiques de l'alarme sonore (Audibilité, durée de 5 mn, pas de confusion avec autre signal sonore) | AF | Alarme de type 4 |
| R4227-37 | Règles d'implantation des consignes de sécurité | PM | |
| R4227-38 | Contenu des consignes de sécurité | PM | |
| R4227-39 | Essais et visites périodiques (Tous les 6 mois au moins) | HM | A la charge de l'employeur |
| R4227-40 | Transmission consigne de sécurité à l'inspection du travail | HM | |
| R4227-41 | Arrêtés spécifiques | PM | |
| R4216-31R4216-31 | Section 8 – Prévention des explosions | SO | |
| R4216-32 - R4216-34 | Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative | SO | |
| Art. 1 - Art.15 | Arrêté du 5 Août 1992 | SO | |

| Réf | Exigences réglementaires | Avis | Observations |
|--|---|------|--------------|
| | Installations de Chauffage | SO | |
| | Arrêté du 23 juin 1978 | | |
| | Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquides | SO | |
| | Arrêté du 21 mars 1968 | | |
| | Installations de Stockage Produits petroliers | SO | |
| | Arrêté du 1er juillet 2004 | | |
| | Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquéfiés | SO | |
| | Arrêté du 30 juillet 1979 | | |
| | Installations de Gaz | SO | |
| | Arrêté du 23 février 2018 | | |
| | Conduits de Fumée | SO | |
| | Arrêté du 22 octobre 1969 | | |
| Art 3 décret 2011-36 - R142-5 | DETECTEURS DE FUMEE DANS LES LIEUX D'HABITATION | SO | |
| | Décret 2011-36 du 10 janvier 2011 et , décret 2015-114 du 2 février 2015 et arrêté du 5 février 2013 | | |
| D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12-D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12- | APPAREILS SOUS PRESSION DE GAZ ET DE VAPEUR | SO | |
| | DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS | SO | |
| | Décret 2003-96 du 31 mars 2003 | | |
| ART. 1 - Art. 8 à Art. 10 | PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES ET SEMI-AUTOMATIQUES SUR LES LIEUX DE TRAVAIL Arrêté du 21 DECEMBRE 1993 | SO | |